

*Les subsides*

● (1600)

[Français]

**M. Pierre Gimaiel (Lac-Saint-Jean):** Monsieur le Président, nous sommes à étudier une motion de l'opposition qui semble dénoter un certain éveil de la part du Nouveau parti démocratique en ce qui regarde la situation des jeunes et de l'emploi au Canada.

J'entends profiter des minutes que l'on me donne pour bien humblement tracer un portrait de ce que m'ont semblé être les 10 dernières années dans le contexte canadien du développement de la jeunesse et de la participation du gouvernement canadien. Je trouve merveilleux qu'aujourd'hui un député du Nouveau parti démocratique présente une motion selon laquelle ils expriment une préoccupation pour la jeunesse de ce pays.

Heureusement, monsieur le Président, je dois le dire, le gouvernement canadien, lui, a constaté bien avant 1983 que la jeunesse était touchée par des problèmes de travail, d'emplois disponibles dans notre beau pays, et a posé des actes effectifs, il a présenté de façon positive des politiques visant à aider les jeunes à se développer dans ce contexte-là.

En effet, depuis 10 ans, le gouvernement libéral, celui en place et ceux qui l'ont précédé, sont de ceux qui ont présenté des programmes, par exemple, le Programme Perspective Jeunesse, le Programme de développement communautaire du Canada, le PDCC ou encore Canada au Travail. Et je tiens à rappeler que, lors d'un court séjour au pouvoir en 1979, le premier geste et un des seuls que le parti progressiste conservateur a pu poser fut de faire disparaître le Programme Canada au Travail. Ce programme a été depuis plusieurs années critiqué fortement par l'opposition officielle lequel pourtant se trouve être le moyen d'expression le plus légitime que le gouvernement canadien, et même, je dirais, un gouvernement du monde, a pu donner à la jeunesse pour pouvoir s'exprimer. Le Programme de développement communautaire du Canada, ainsi que Perspective Jeunesse, tous ces programmes de création d'emplois représentent un acte de confiance d'un gouvernement envers une partie de la population qui était aux prises avec des problèmes d'emplois. C'est un acte de confiance envers la jeunesse, un acte de confiance dans le contexte où on dit à des jeunes: «Pondez» des projets. Mettez-les sur la table. Et le gouvernement canadien vous donnera de l'argent pour vous aider à démontrer que ce que vous avancez comme idées est bon, pour vous aider à mettre en place votre propre structure de développement.

Monsieur le Président, nos jeunes sont extraordinaires. Ils le sont, car il est vrai qu'ils vivent une situation difficile. Et vivre une situation difficile dans un pays où tout est difficile pour tout le monde, à mon avis, c'est faisable. Mais nos jeunes ont été élevés dans de belles grandes maisons près de parents qui ont une sécurité d'emploi et qui possèdent généralement beaucoup de biens, et plusieurs peuvent même se payer énormément de luxe, que ce soit des voyages, plusieurs automobiles ou plusieurs téléviseurs. De fait, nos jeunes ont côtoyé toute leur vie ce qui pourrait être appelé dans n'importe quelle partie du monde l'abondance. Ce faisant, je pense que les générations qui les ont précédés en toute légitimité se sont donné une sécurité très forte qui a eu pour effet secondaire de placer nos jeunes dans une situation où la sécurité que leurs parents s'étaient

donnée dans le but de leur fournir l'essentiel a fini par les forcer à choisir d'autres valeurs de vie, à faire un choix, c'est-à-dire qu'on leur a dit que l'emploi est important, mais que ce n'est pas tout, et ils ont découvert d'autres valeurs sûres comme l'environnement qu'ils défendent, comme la paix qu'ils veulent instaurer dans le monde, et comme divers autres points, savoir le coopératisme, le travail de groupe, l'esprit de corps, et ce choix ils l'ont fait de façon très sereine. Et aujourd'hui, je veux leur rendre hommage jusqu'à un certain point, parce que depuis deux ans on entend parler de crise dans tout le monde nord-américain et dans tout le monde occidental, de la crise économique, la crise, on n'entend que ce mot-là partout. Quand a-t-on commencé à entendre parler de crise, monsieur le Président? Le jour où d'autres personnes que des jeunes ont commencé à se voir interdire l'accès à l'emploi. Quand les jeunes ont vécu ce problème-là, ils l'ont vécu de façon positive et ils continuent à le vivre de façon positive. Ils ont vécu ce problème-là en «pendant» des idées, en essayant de les faire accepter, en essayant de les développer. Ils nous ont guidé jusqu'à un certain point dans certaines opinions qu'ils ont émises sur des sujets qu'on ne croyait pas d'importance capitale, comme, par exemple, les pluies acides, opinions dont le Canada est devenu un grand défenseur. Ce sont les jeunes qui nous ont amenés vers cela. Et qu'on accuse aujourd'hui le gouvernement canadien de ne pas avoir été préoccupé au sujet de ces jeunes-là, j'en suis extrêmement surpris, parce que depuis 1970 le présent et l'avenir des jeunes, c'est justement le gouvernement du Canada. Est-ce que depuis 15 ans les leaders syndicaux ont exprimé leurs préoccupations à l'égard des jeunes dans notre pays? A-t-on déjà vu un leader syndical se lever et essayer de discuter de l'avenir des jeunes avec ses propres syndiqués, avec les propriétaires d'entreprises avec qui il négocie, avec les divers niveaux de gouvernement?

● (1610)

Encore plus, monsieur le Président, dans le Budget nous voyons que des milliards de dollars sont affectés par le gouvernement canadien à la formation de la main-d'œuvre, que des milliards de dollars vont servir plus précisément à des jeunes. S'est-on déjà demandé pourquoi le gouvernement canadien est obligé de former des jeunes qui viennent de sortir de l'école? Comment se fait-il, puisque ce même gouvernement canadien paie déjà 50 p. 100 de l'éducation postsecondaire, 50 p. 100 de l'instruction dans les CEGEP, 50 p. 100 de l'instruction dans les universités, 50 p. 100 dans les écoles techniques, plus la péréquation, comment se fait-il qu'après avoir payé cela, le gouvernement canadien soit obligé de payer encore pour former des gens qui viennent de terminer leur formation? Et là je veux justement pointer du doigt les partis de l'opposition, parce qu'il est beau d'accuser un gouvernement qui, lui, a «pondu» des politiques, mais je tiens à dire que ces politiques-là de fédéralisme coopératif sont issues du parti libéral du Canada au cours des années, et le fait de venir ici pointer du doigt un gouvernement libéral canadien tandis que ceux-là même qui sont chargés de livrer les vrais programmes de formation, ceux-là qui sont chargés d'instruire des jeunes pendant 15, 16, 17, 18 et 19 ans pour supposément les préparer au marché du travail, ce sont leurs propres collègues de leur propre parti qui sont à la tête des provinces. Ce sont ces gens à qui le gouvernement canadien a donné un chèque en blanc pour préparer les jeunes à affronter l'avenir qui viennent nous pointer du doigt